



CONSEIL COMMUNAUTAIRE

7 DECEMBRE 2023

DELIBERATION N° 2023-158-DC

Le sept décembre deux mille vingt-trois à 17 heures 30, les conseillers de la Communauté d'Agglomération se sont réunis à Le Plus – Pôle de Formation à Saumur, sur convocation de Monsieur Jackie GOULET CLAISSE Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire le trente novembre deux mille vingt-trois et sous sa présidence

Membres présents :

Président, Jackie GOULET CLAISSE

Vice-présidents, Sylvie PRISSET, Michel PATTEE, Nicole MOISY, Frédéric MORTIER, Jérôme HARRAULT, Rodolphe MIRANDE (de 167 à 179), Anatole MICHEAUD, Béatrice BERTRAND, Christian RUALT, Éric MOUSSERION, Éric TOURON

Conseillers délégués, Sophie TUBIANA (sauf 176 et 177), Thomas GUILMET, Astrid LELIEVRE, Laurent NIVELLE, Pierre-Yves DOUET, Loïc BIDAULT (sauf 176)

Conseillers, Didier ROUSSEAU, Amel FROGER, Jean-Philippe RETIF, Yves BOUCHER, Amelle PONCET, Gilles ROUSSILLAT, Gérard POLICE, Jean-Pierre ANTOINE, Jean-Luc GIRARD, Guillaume MARTIN, Jacky MARCHAND, Éric LEFIEVRE, Isabelle ISABELLON, Pierre DE BOUTRAY, Christian GALLE, Didier GUILLAUME, Pierre-Yves DELAMARE (de 151 à 166), Sylvie BEILLARD, Gilles BARDIN, Jean-François MIGLIERINA, Michel DELPHIN, Myriam de CARCARADEC, Bruno CHEPTOU, François BREE, Patricia COCHET, Sylvain LEFEBVRE, Nicole PEHU, Claudie MARCHAND, Béatrice GUILLON, Bruno PROD'HOMME, Géraldine LE COZ, Arlette BOURDIER, Bernard HENRY Michel PONCHANT suppléant Sandrine LION, Michaël LOUVET suppléant Nathalie GOHLKE (de 157 à 179)

Absent (s) / Excusé(s) :

Grégory PIERRE, Marc BONNIN, Guy BERTIN, Sandrine LION, Alain BOURDIN, Gilles TALLUAU, Isabelle GRANDHOMME, Olivier DESCHARD, Jeannick CANTIN, Benoît LEDOUX, Alain BOISSONNOT, Nathalie GOHLKE, Fabrice BARDY, Jacqueline TARDIVEL, Marie-Luce DURAND, Nathalie MORON, Colette GAGNEUX, Laurence CAILLAUD, Catherine EVILLARD, Éric POEHR, Isabelle DEVAUX, Emmanuel BRAULT, Noël NERON, Marc-Antoine NERON, Nathalie LIEBAULT, Christophe CARDET, Gaëlle FAURE, Sylvie TAUGOURDEAU, Bertrand CHANDOUINEAU, Patricia VILLARME

Dont excusé(s) ayant donné pouvoir :

Grégory PIERRE à Thomas GUILMET, Marc BONNIN à Claudie MARCHAND, Alain BOURDIN à Jean-Philippe RETIF, Gilles TALLUAU à Yves BOUCHER, Isabelle GRANDHOMME à Gilles ROUSSILLAT, Olivier DESCHARD à Sylvie BEILLARD, Fabrice BARDY à Isabelle ISABELLON, Laurence CAILLAUD à Bruno CHEPTOU, Catherine EVILLARD à Nicole MOISY, Éric POEHR à François BREE, Isabelle DEVAUX à Sophie TUBIANA (sauf 176 et 177), Noël NERON à Astrid LELIEVRE, Bertrand CHANDOUINEAU à Jean-Pierre ANTOINE

Secrétaire de séance : Amelle PONCET

	DC 151 à 156	DC 157 à 166	DC 167 à 175	DC 176	DC 177	DC 178 à 179
Membres en exercice	81	81	81	81	81	81
Quorum	41	41	41	41	41	41
Présents	51	52	52	50	51	52
Absents - Excusés	30	29	29	31	30	29
Pouvoirs	13	13	13	12	12	13
Votants	64	65	65	62	63	65

ADOPTION DES ATTRIBUTIONS DE COMPENSATIONS (AC) DÉFINITIVES 2023 ET PROVISOIRES 2024

Par délibération n°2022-135-DC du 15 décembre 2022, le conseil communautaire a adopté le montant des AC provisoires 2023 pour ses communes membres.

La CLECT préconise que le Conseil communautaire procède à une révision libre des attributions de compensation (AC), en prenant en compte, comme indiqué dans le tableau des AC définitives 2023, la charge transférée par la commune de Vernueil-le-Fourrier pour l'ouverture d'une antenne musicale à compter de septembre 2023

Considérant que, au titre de l'enseignement musical, la commune de Vernueil-le-Fourrier verse déjà une AC de 632 € correspondant à 0,50 € par habitant, l'AC de la commune serait réduite des montants suivants :

- 15 227 € en 2023 correspondant à 4/12^e des charges + investissement initial,
- 22 983 € en 2024 et les années suivantes.

Vu les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment celles de l'article L.5211-5, ainsi que celles des articles L.5214-1 et suivants de ce code ;

Vu les articles L.5211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, selon lesquels les dispositions relatives d'une part, au fonctionnement du Conseil Municipal, d'autre part, au Maire et aux adjoints, sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant, ainsi qu'au Président et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DRCL/BSFL/2016-179 en date du 16 décembre 2016 portant fusion de la Communauté d'Agglomération du Saumurois, de la Communauté de communes Loire-Longué et de la Communauté de communes du Gennois avec extension aux communes de Doué-en-Anjou, Les Ulmes, Denezé-sous-Doué, Louresse-Rochemenier ;

Vu l'arrêté préfectoral n° SPSaumur/Interco/2020/01 du 10 janvier 2020 portant mise à jour des statuts de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire ;

Vu la délibération du Conseil de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire n° 2022-135-DC du 15 décembre 2022 relative à l'adoption du montant des attributions de compensations définitives 2022 et provisoires 2023 ;

Vu le rapport de la Commission Locale d'Évaluation des Charges Transférées établi le 30 novembre 2023 ;

Considérant l'exposé ci-dessus ;

Vu l'avis de la commission « Finances - Ressources humaines - Mutualisation et systèmes d'information » du 28 novembre 2023 ;

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, décide :

- DE FIXER le montant des attributions de compensation définitives 2023 et provisoires 2024, comme dans le tableau ci-annexé

La délibération est adoptée à l'unanimité.

Résultat des votes :

Pour : 65 - Contre : 0 - Abstention : 0

Date de transmission au contrôle de légalité :

Le Président de la Communauté d'Agglomération
Saumur Val de Loire,
Maire de la Ville de Saumur

Date d'affichage :



Jackie GOULET CLAISSE

RÉGIME DÉROGATOIRE

Communes	Montants des AC		
	Provisoires 2023	Définitives 2023	Provisoires 2024
Allonnes	127 800,44	127 800,44	127 800,44
Antoigné	-13 956,58	-13 956,58	-13 956,58
Artannes-sur-Thouet	-10 594,42	-10 594,42	-10 594,42
Blou	32 650,51	32 650,51	32 650,51
Bellevigne-les-Châteaux	749 752,40	749 752,40	749 752,40
Brain-sur-Allonnes	-29 450,41	-29 450,41	-29 450,41
Brossay	12 358,47	12 358,47	12 358,47
Cizay-la-Madeleine	-8 202,33	-8 202,33	-8 202,33
Courchamps	-9 649,24	-9 649,24	-9 649,24
Courléon	16 824,08	16 824,08	16 824,08
Denezé-sous-Doué	28 617,31	28 617,31	28 617,31
Distré	37 224,21	37 224,21	37 224,21
Doué-en-Anjou	1 909 599,68	1 909 599,68	1 909 599,68
Épieds	-20 468,25	-20 468,25	-20 468,25
Fontevraud-L'Abbaye	50 535,49	50 535,49	50 535,49
Gennes-Val-de-Loire	465 988,75	465 988,75	465 988,75
La Breille-les-Pins	8 714,15	8 714,15	8 714,15
La Lande-Chasles	20 167,23	20 167,23	20 167,23
Le Coudray-Macouard	178 590,70	178 590,70	178 590,70
Le Puy-Notre-Dame	54 218,54	54 218,54	54 218,54
Les Ulmes	19 404,70	19 404,70	19 404,70
Longué-Jumelles	1 264 244,94	1 264 244,94	1 264 244,94
Louresse-Rochemenier	50 514,26	50 514,26	50 514,26
Montreuil-Bellay	1 032 394,60	1 032 394,60	1 032 394,60
Montsoreau	37 834,94	37 834,94	37 834,94
Mouliherme	110 046,74	110 046,74	110 046,74
Neuillé	36 136,45	36 136,45	36 136,45
Parnay	-3 660,77	-3 660,77	-3 660,77
Rou-Marson	62,95	62,95	62,95
Saint Clément-des-Levés	181 204,25	181 204,25	181 204,25
Saint Just-sur-Dive	-7 230,39	-7 230,39	-7 230,39
Saint Macaire-du-Bois	-3 638,09	-3 638,09	-3 638,09
Saint Philbert-du-Peuple	209 287,35	209 287,35	209 287,35
Saumur	2 283 476,42	2 283 476,42	2 283 476,42
Souzay-Champigny	57 393,02	57 393,02	57 393,02
Tuffalun	154 594,48	154 594,48	154 594,48
Turquant	-4 877,88	-4 877,88	-4 877,88
Varennes-sur-Loire	-46 925,13	-46 925,13	-46 925,13
Varrains	20 847,75	20 847,75	20 847,75
Vaudelnay	-20 289,76	-20 289,76	-20 289,76
Vemantes	182 749,62	182 749,62	182 749,62
Vernoil-le-Fourier	106 088,60	90 861,60	83 105,60
Verrie	-2 487,81	-2 487,81	-2 487,81
Villebernier	-1 929,65	-1 929,65	-1 929,65
Vivv	199 198,76	199 198,76	199 198,76
TOTAL	9 455 161,08	9 439 934,08	9 432 178,08

En vertu de l'article R. 421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle »